

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :
Au bureau de la rédaction, rue Mon-
sieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS

PARAISANT LE DIMANCHE ET LE MERCREDI.

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.

Trois mois 1 fr. 25.

Paris, 11 Juin.

Les Exaltés et les Modérés.

Voici trop longtemps, à notre avis, que les *modérés* reprochent aux républicains *exaltés* de perdre la République. A notre tour de répondre, à notre tour de vous accuser, ô démocrates de la veille, qui vous êtes faits les réacteurs du lendemain !

Vous avez voulu établir une République de transaction et d'opportunité, vous n'avez réussi qu'à reconstruire le gouvernement de Louis-Philippe, avec plus de médiocrité dans les hommes et moins de stabilité dans les affaires. Si nous avions été au pouvoir, nous aurions fait tout le contraire de ce que vous avez fait. Vous avez appauvri les riches et vous n'avez pas enrichi les pauvres. L'ouvrier est pour vous un obstacle, un embarras, un inconvénient, comme il l'était pour la monarchie. Après l'avoir ombragé dans des ateliers nationaux, vous ne songez plus qu'à l'écartier des grandes villes; vous avez hâte de vous défaire du producteur. Telle est votre faiblesse, que vous n'avez rien décidé, ni la question du capital, ni celle du travail. Voilà pourtant le sphinx, voilà l'énigme : cette énigme sociale il faut la résoudre ou être dévoré. Prenez garde à vous, M. Pagnerre !

Après avoir fait, sous la monarchie, une politique guerroyante dans les colonnes du *National*, afin de rallier à vous les trainards de l'empire, les mécontents de l'armée, les fétichistes du sabre, vous abandonnez lâchement la Pologne, l'Italie et tous les peuples qui s'agitent sous la main des tyrannies européennes. Vous n'avez pas compris que la révolution de Février était, avant tout, une expansion de l'esprit humain et du sentiment de la fraternité universelle. Sans sympathie pour les classes ouvrières, sans entrailles pour les races sœurs de la France, vous avez regardé avec un horrible sang-froid l'égoïsme des peuples par la main des rois coalisés. Ces gens là sont maîtres chez eux : c'était la politique de Guizot; c'est maintenant la vôtre.

Vous déclamez chaque jour contre les *anarchistes* : Eh bien, moi, je vous dis que votre gouvernement est la pire de toutes les anarchies. Je vous défie de me dire où est le pouvoir, dans ce simulacre de société que vous avez fait et où vous êtes logés assez convenablement, vous et vos amis. Partout où tombent mes regards, je ne vois que privation d'autorité, absence d'initiative : la force morale, la force matérielle, tirillées en tous sens, vont où la passion du moment les envoie. Ne trouvant où vous appuyer, vous avez d'abord flatté les intérêts de la classe moyenne; puis ne sachant comment les satisfaire, vous les avez alarmés contre les émeutiers et les factieux. Les bourgeois ont pris du courage dans la crainte d'un danger absent; les voilà sous les armes pour un bruit qui court, pour un nuage qui vole. Effrayés, ils effrayent. L'épouvante gagne peu à peu toutes les âmes. Nous voyons ainsi se développer dans le pays la maladie de la peur : cette maladie vous sert; elle vous perdra.

Vous avez ourdi, depuis trois mois, contre la République, la seule conspiration réelle : la conspiration de l'insuffisance et de la frayeur. Aucun moyen pour cela ne vous a manqué. Vous avez réussi à faire une République tellement absurde, tellement contre nature, que les cœurs soulevés de dégoût, le 24 février, contre la monarchie, se retournent maintenant en arrière. Grâce à vous, à vos actes empreints d'irrésolution et de mollesse, l'idée d'une royauté nouvelle est devenue possible. Comme tous les gouvernements faibles, vous recourez, le lendemain de votre existence politique, à l'intimidation et à la violence. Après avoir déclamé, sous le dernier règne, contre les prisons d'état, les arrestations préventives, les procès de tendance, la complicité morale, vous renouvelez toutes ces turpitudes de la justice; vous peuplez ces mêmes prisons de vos anciens amis les républicains, qui ont le tort énorme à vos yeux de trouver votre politique détestable, votre marche aveugle et

rétrograde. Vous ne supportez pas même la contradiction, vous qui n'avez fait que contredire pendant dix années. Vous n'avez favorisé ni les arts libéraux, ni les arts utiles. A vous la faute si le titre de républicain de la veille est devenu synonyme d'impuissant. Je vous ai vus à l'œuvre; je connais votre impéritie, votre ignorance des faits et des idées, votre infatuation personnelle; vous êtes la vieille queue du vieux libéralisme; vous avez opposé à la monarchie une négation, rien de plus. Vous n'avez pas deux idées en économie politique, ni en administration; vous n'avez étudié aucune de nos institutions sociales; vous n'êtes ni des philosophes, ni des moralistes, ni des hommes d'Etat. Vous vous êtes mis continuellement à la remorque de toutes les vieilles utopies, de tous les systèmes usés : entre le vrai et le faux, vous vous êtes toujours décidés pour l'erreur d'hier contre la vérité de demain; vous vous êtes jetés tête baissée dans tous les culs-de-sac du régime constitutionnel. La science politique est fille de la méditation et de l'étude : où sont vos travaux ? Publicistes de sacristie ou d'estaminet, en vérité vous me feriez rire, si vous ne me faisiez pitié !

Vous vous disiez des puritains, et vous avez dévoré en trois mois le budget d'une année. Vous avez gorgé vos amis. Nous avons eu sous la République de 93 le gouvernement des principes; sous l'empire le gouvernement de la gloire; sous la restauration le gouvernement des souvenirs; sous la monarchie de Louis-Philippe le gouvernement des intérêts bourgeois; je crains que nous n'ayions, sous votre règne, le gouvernement de la banqueroute. Ce mot vous effraie, je le sais. Vous promettez de tenir les engagements de l'Etat; erreur : vous vous trompez ou vous trompez les autres. Cette banqueroute, vous la ferez en détail; vous la ferez plusieurs fois; vous la ferez aux riches, vous la ferez aux pauvres. Je vous défie de sortir honorablement de la situation où vous vous êtes fourvoyés.

Cette faillite, par où l'avez-vous commencée ? par la classe ouvrière. Vous lui avez pris ses économies. Elle vous avait donné de l'argent; vous allez lui remettre du papier. Et quel papier, grand Dieu ! des coupons de rente sur l'Etat qui tombent chaque jour avec la confiance publique. On sait à quoi s'en tenir, malgré vos efforts pour masquer l'absence du crédit. La caisse d'épargne était peut-être la seule institution démocratique des temps modernes; vous la ruinez. Le travailleur vous avait confié le dépôt sacré de son admirable prévoyance; ce dépôt vous le trahissez. L'Etat, débiteur infidèle, renvoie son créancier les mains vides. On se demande alors où est l'argent. L'argent ? Mon Dieu, regardez dans les mains des fonctionnaires publics !

Cela vous apprendra, citoyens, à faire une révolution de journalistes. La République, pour le *National*, c'est Marrast à l'Hôtel de-Ville; la République, pour la *Réforme*, c'est Flocon au ministère de l'agriculture et du commerce. De quoi maintenant vous plaignez-vous ?

La France descendue dans la fosse aux serpents, la démocratie livrée aux bêtes, l'avènement de la République grande et humanitaire indéfiniment reculé, voilà de quoi transpercer nos cœurs d'un glaive mortel. Toutefois reprenons confiance; s'il est des moments de défaillance morale où l'on sent, pour ainsi dire, tout mourir en soi et dans l'univers, il y a dans la force même du principe une main qui abaisse et une main qui relève. L'idéal de notre République est obscurci; les nuages de l'intrigue et de la réaction passent maintenant devant sa lumière : mais ce qui passe ne nous effraie guère : Dieu est toujours là.

Grand complot des réacteurs.

Voici le plan arrêté par la contre-révolution :

On veut épuiser la France, ruiner le commerce par de fausses alertes et des prises d'armes insensées, las-

ser la patience des citoyens tranquilles, décourager la classe ouvrière par des déceptions infinies; puis, quand la crise, ainsi ménagée, arrivera fatalement à son paroxysme; quand le bourgeois pâle, effaré, tremblant, montera la garde, le fusil au bras, sur le seuil de sa boutique déserte; quand une multitude affamée, sans ouvrage, rôdera morne et stupéfaite dans les rues de Paris; quand pas un écu de cinq francs ne se montrera sur la place; quand le boulanger aux abois refusera de cuire son pain; quand la femme, marchandise vivante, ne trouvera plus même un passant qui l'achète, alors (et ce terme est prochain) des hommes surgiront de l'ombre qui diront :

« Vous désirez une République; vous l'avez. Nous vous avons bien avertis. Contre notre sagesse et nos conseils, vous avez cédé à des entraînements d'opinion; l'expérience a été malheureuse. Croyez-nous; revenez-en à une forme de gouvernement plus stable et plus conforme à la raison. Reprenez un roi ! »

On ne dira pas :

« Si la Révolution n'a point tenu ses promesses, c'est qu'on a évité de mettre à la tête de la République des républicains; si tout se disloque et se décompose, si les pouvoirs publics, jetés çà et là par le courant, vont depuis trois mois à la dérive, si le gouvernement, soi-disant émané du peuple, n'a donné satisfaction ni aux intérêts de la classe moyenne, ni aux besoins de la classe ouvrière, c'est la faute des ambitieux qui se sont emparés de la situation, et qui n'étaient pas de force à la maîtriser. N'accusez pas la République, accusez chez ces hommes l'absence d'idées sociales, l'ignorance de toute doctrine économique, l'oubli de tous les devoirs, la cupidité des places, l'insouciance pour les intérêts généraux, le culte des intérêts privés. N'accusez pas la République, car la République c'est la forme suprême de la démocratie, c'est l'unité dans la variété des pouvoirs, c'est le progrès des nations dans le progrès infini de l'humanité ! »

Déceptions.

La classe des privilégiés nous a laissé, sous le dernier règne, des souvenirs honteux et déplorable. La corruption avait tellement gangrené le sentiment national, que tout le monde songeait à ses intérêts propres au lieu de songer aux intérêts du pays. La conscience, refoulée dans les profondeurs de la nation, protestait en vain contre ce trafic des âmes et des charges publiques. La France, livrée à une bande noire d'électeurs qui vivaient sur elle comme sur une proie, a cru se sauver par une révolution.

Cette révolution a modifié, il est vrai, les bases du scrutin électoral, mais elle n'a pas détruit les influences de la caste privilégiée. Or, c'est dans l'exercice de ces influences que résidait surtout la force véritable de la bourgeoisie. Etendre le principe d'élection sans restreindre les envahissements et les moyens d'action de la classe moyenne, c'est déplacer le mal, ce n'est pas le guérir.

Le suffrage universel, pratiqué comme il l'a été par les membres du gouvernement provisoire, est à nos yeux une des tromperies de la Révolution de 1848. Loin d'exprimer les intérêts démocratiques, ce système de votes a, au contraire, donné des forces à l'aristocratie du monopole. Cela devait être. La classe bourgeoise ayant le privilège de l'instruction, de la fortune, de la lecture, devait apporter dans les opérations du scrutin une tactique et un savoir-faire dont la classe ouvrière ne se doute pas. Les maîtres ont d'ailleurs sur les travailleurs un ascendant qui s'explique par la supériorité acquise des rapports et des lumières. Si le régime actuel s'établit, nous verrons se constituer une féodalité électorale qui concentrera tous les ressorts du gouvernement dans les mains de la haute bourgeoisie.

Les Révolutions mentent presque toujours à leur point de départ.

La Révolution de Juillet 1830 s'est faite au cri

de : Vive la Charte ! Nous avons eu en effet la Charte-Vérité, qui, dieu merci, a fini par dégoutter la France du régime constitutionnel.

La Révolution de février s'est faite au cri de : Vive la Réforme électorale ! Nous jouissons aujourd'hui de cette belle réforme dans toute son étendue, et, loin de nous en trouver mieux, il se trouve que le suffrage universel consacre plus que jamais la tyrannie du petit nombre, la tyrannie du fort sur le faible, du riche sur le pauvre, du maître sur l'ouvrier.

D'où viennent ces désillusions et ces désempolements du lendemain, sinon de ce que les révolutions se font au hasard, sans principe arrêté, sans but, sans hommes capables de les conduire.

Quand vous renversez un ordre de faits et de pouvoirs établis, ayez donc un ordre meilleur à lui substituer, sinon vous roulez éternellement, comme Sisyphe, cette masse de souffrances, ce rocher des misères humaines qui, toujours remonté, retombe toujours, et que pouso dans sa chute la force inéluctable du vieux monde.

La plupart des individus arrêtés à propos des événements du 15 mai, n'ont été interrogés qu'à l'égard de leurs principes démocratiques.

Nous ferons une seule question à messieurs du Palais : — Existe-t-il une loi qui enjoigne aux citoyens d'être modérés ?

Un songe de Louis-Philippe.

On rapporte que l'ex-roi est sujet maintenant à des sommeils troublés, durant lesquels il converse tout haut avec lui-même ; on surprend dernièrement au chevet de son lit, la conversation suivante :

— Eh bien, Guizot, comment vont les affaires de mon royaume ?

— Très bien, sire ; notre système d'intimidation réussit à merveille.

— Voici longonips que nous n'avons parlé de ces braves républicains auxquels je porte tant d'intérêt, puisque je les loge et les nourris aux frais de l'État.

— Ce qui m'étonne, sire, c'est qu'ils ne s'en montrent pas du tout reconnaissants ; ces gens-là, vous dis-je, ne sont jamais satisfaits.

— Voyons, où en sommes-nous des précautions dirigées contre les chefs du parti ? Que devient Barbès ?

— Sire, nous l'avons changé de prison ; il est maintenant au donjon de Vincennes, gardé à vue par quatre gendarmes, avec une garnison dans les cours, des fossés, des ponts-levis et du canon ?

— Et Blanqui ?

— Nous avons jugé utile à sa santé et à la sécurité publique de le transférer également dans le susdit donjon, où la surveillance la plus active est établie à son égard.

— C'est un homme dangereux : du caractère, de l'intelligence, de la vigueur dans les projets. Je vous invite à le tenir étroitement. Et Raspail ?

— Sire, vos ordres ont été prévenus ; il est à Vincennes en bonne compagnie... un peu nombreuse.

— Quels sont donc les autres républicains ? Aidez un peu ma mémoire, cher Guizot.

— Sire, nous avons incarcéré deux ou trois cents de ces perturbateurs ; mais, comme il n'existait contre eux aucune charge, nous avons été contraints de les relâcher.

— C'est fâcheux.

— Sans contredit, sire.

— Dites-moi les noms de ceux qui ont été arrêtés.

— Pierre Leroux...

— Un rêveur. Je le connais. Ce n'est pourtant pas un séditieux. Entre nous, mon cher ministre, je trouve que vous allez un peu loin.

— Sire, nous avons demandé à votre Chambre des députés l'autorisation de poursuivre un de ses membres, M. Louis Blanc.

— L'auteur de l'*Histoire de Dix ans*, un mauvais livre. On y dit des choses fort compromettantes pour mon honneur au sujet de l'assassinat du prince de Condé. C'est égal, Guizot ; je crois que vous me perdez avec vos mesures extrêmes. Il ne faut pas trop harceler les partis ; car, l'opinion des Français est si mobile qu'elle se retourne toujours, au bout d'un certain temps, vers les persécutés. J'aime votre zèle ; mais dans mon intérêt comme dans le vôtre, je le voudrais plus modéré, ne quid nimis.

A ces mots, l'ex-roi s'éveilla avec un gros bâillement ; trouvant des journaux français sur sa table, il les parcourut de l'œil, et après sa lecture :

— Je croyais avoir rêvé, dit-il ; mais, je vois qu'en effet c'est toujours moi qui règne ou du moins mon système.

Qui sera roi ?

Le duc de Bordeaux, M. de Joinville, le comte de Paris ou Louis-Napoléon Bonaparte ?

La classe bourgeoise en est réduite à choisir entre ces quatre prétendants.

Le duc de Bordeaux a contre lui la haine qui s'attache à la famille des Bourbons ; M. de Joinville n'a gouverné jusqu'ici que son navire ; le comte de Paris est un enfant ; Louis Bonaparte n'a brillé que par sa fuite.

N'importe, la bourgeoisie acceptera, les yeux fermés, un des quatre candidats à la royauté, tant, pour cette espèce d'hommes façonnés à la servitude, c'est un supplice intolérable de se gouverner par soi-même.

Physionomie des Événements.

Les démissions affluent ; tout le monde se sauve aujourd'hui du pouvoir comme d'une maison qui brûle.

Les dernières élections ont révélé dans le parti démocratique des forces latentes. On avait tout fait, en haut lieu, pour retourner l'esprit de la classe ouvrière contre ses véritables intérêts et contre ses défenseurs. Les événements du 15 mai, perfidement dénaturés et interprétés, avaient servi de thème à la réaction pour jeter de la défaveur sur les candidatures socialistes et révolutionnaires. Malgré tout, quelques-unes ont prévalu ; d'autres ont approché du succès. Le suffrage universel est presque monté à la hauteur du donjon de Vincennes. C'est une protestation signée de plus de 400,000 votes contre la captivité de Raspail et de ses co-détenus.

Il n'est bruit que de la fameuse loi contre les attroupements. Jamais, sous la monarchie, rien de pareil n'avait été osé. Cette loi ouvre la porte la plus large à tous les procès de presse. Un écrivain ayant émis, le matin, ses opinions sur la marche rétrograde du gouvernement, peut être rattaché par voie de tendance à tel ou tel mouvement qui éclatera le soir sur les boulevards. M. Hébert est surpassé ; la complicité morale est remise par la loi à l'ordre du jour.

Le bruit court que l'autorité aurait bonne envie d'appliquer la loi contre les rassemblements à l'intention que manifestent les prolétaires de se réunir un de ces dimanches pour dîner sur l'herbe et boire à la sainte fraternité. Il serait curieux de voir les banquets prohibés, trois mois après une révolution faite à propos d'un banquet.

Nouveaux-vous du 15 mai.

Tel est le titre d'un placard anonyme et réactionnaire, qui salissait, il y a quelques jours, les murs de la capitale et de la banlieue.

Oui, souvenez-vous du 15 mai ; rappelez-vous comme la contre-révolution profite d'une circonstance malheureuse pour réveiller contre les républicains toutes les vieilles haines de la bourgeoisie ! souvenez-vous des baïonnettes se ruant pêle-mêle à travers les rues, des maisons pillées, des domiciles violés, des passants arrêtés au collet, sous prétexte de *tourner suspecte* ou de *figure communiste* !

Souvenez-vous des envahissements de la magistrature, des mandats d'amener lancés çà et là sur des citoyens effrayés, de cette furie d'arrestations, qui si elle n'est été muselée au sujet de Louis Blanc, par le refus de l'Assemblée nationale, aurait bientôt monté jusqu'à Lamartine et à Ledru-Rollin !

Souvenez-vous des désastres que cette terreur bourgeoise a jetés dans les affaires ; rappelez-vous comme la confiance a été abattue par cette seconde émeute de l'ordre qui s'est remise à courir les rues, tambour en tête ; rappelez-vous ces saturnales réactionnaires dans les cafés, chez les marchands de vin et jusque sur les places publiques ; rappelez-vous ces cris féroces qui redemandaient la guillotine ; rappelez-vous la guerre faite à la petite boutique, au travail, à tous les intérêts respectables, guerre aveugle dirigée par la peur et par des influences monarchiques.

Oui, nous vous le disons, nous aussi, souvenez-vous du 15 mai !

Un gouvernement véritable.

Le lendemain des événements du 15 mai, le ministre de la justice, M^r Crémieux, monte à la tribune de l'Assemblée nationale et annonce officiellement que le citoyen Blanqui vient d'être arrêté. — Mensonge.

Un décret émane, quelques jours après, du pouvoir exécutif ; ce décret porté que la *Société Républicaine centrale* est dissoute ; on interdit aux membres

de ce club la liberté de se réunir, et on motive un tel ordre sur cette circonstance, que les sociétaires y *délibéraient armés*. — Mensonge.

MM. Portalis et Landrin affirment devant l'Assemblée nationale que le ministre a eu connaissance de la procédure du 15 mai, et qu'il a autorisé les poursuites contre Louis Blanc ; le ministre nie. — Mensonge, mensonge.

Si les promesses faites aux travailleurs par le Gouvernement provisoire sont aussi sincères, aussi dignes de foi que les paroles et les actes officiels qui viennent d'être cités, nous avons le droit de nous montrer peu rassurés sur l'avenir de la classe ouvrière.

Persécution royalistes.

Le sort des prisonniers de Vincennes, Raspail, Blanqui, Barbès, Sobrier, préoccupe à juste titre le sentiment public. La mère et la sœur du citoyen Blanqui ont obtenu, après huit jours de démarches incessantes, l'autorisation de voir le captif. Dans quel état l'ont-elles trouvé ?

Figurez-vous un cachot étroit dont le plafond, terminé en ogive, présente assez exactement la forme d'un entonnoir renversé. Un jour morne descend d'une lucarne ouverte dans l'épaisseur du donjon, et obscurcie par un double rideau de fer. Il y fait sombre, il y fait froid. Je ne dis rien des sentinelles immobiles, des escaliers farouches, des doubles portes armées de verroux monstrueux ; tout ce luxe sinistre de la barbarie féodale ne convient plus à notre civilisation ni à nos mœurs.

Blanqui a été privé jusqu'ici de toute communication soit avec ses amis du dehors, soit avec ses co-détenus ; c'est le système cellulaire dans toute sa lente férocité. Le prisonnier ne prend jamais l'air ; on lui laisse seulement la liberté de se promener dans une salle d'armes mélancolique. Une odeur infecte séjourne dans ces lieux tristes et obscurs. Jamais, sous Louis-Philippe, les détenus politiques n'ont été traités si durement ; on leur accordait au moins, tous les jours, une heure de promenade au grand air. Quel nom donner à une incarcération si rigoureuse ? ce n'est point là du système pénitencier, c'est de l'assassinat sous une forme légale et prolongée.

Du temps de la monarchie, le *National*, qui faisait semblant d'avoir des entrailles, s'élevait contre les odieux traitements infligés alors aux prisonniers de Doullens et du mont Saint-Michel. Aujourd'hui les hommes du *National* sont au pouvoir, et le sort des républicains est plus dur sous les verroux de la République naissante que sous les verroux de Louis-Philippe. — O philanthropes de circonstance, il y a un masque sous lequel vous vous cachez depuis dix-huit ans, et qu'il faut enfin vous arracher du visage, c'est l'hypocrisie politique !

Cette captivité si étroite, cette solitude accablante, cette absence d'air et de mouvement n'ont rien pu contre l'énergie froide et concentrée du citoyen Blanqui ; il est de ceux qui usent les prisons, mais que les prisons n'usent pas.

Paris est serré par un cordon de troupes. Ce que l'on n'avait jamais osé sous le dernier règne, le ministre de la guerre s'occupe d'armer les forts. Les rassemblements de la Porte-Saint-Martin et de la Porte-Saint-Denis servent tous les soirs de prétexte à un déploiement d'uniformes. Quelques esprits graves commencent à s'inquiéter de ces appareils belliqueux. D'un côté, le nom de Louis-Bonaparte dont on semble faire un drapeau pour l'armée ; de l'autre, les fanfaronades de Clément Thomas, qui cherche visiblement à continuer Bujaud, tout cela découvre des projets sinistres. Le *National* a été accusé plus d'une fois de viser à une sorte de dictature militaire. Depuis Armand Carrel, les rédacteurs de cette feuille portent cravache et éperons. Par ses goûts bravaches, par ses vues étroites, par sa littérature innocente, le *National* touche plutôt à l'Empire qu'à la République.

Nous ne dirons qu'un mot de notre titre : L'ACCUSATEUR PUBLIC citera à sa barre tous les abus de la société, — les hommes et les choses. Il ne demande pas des têtes, comme les Frank-Carré de la réaction ; il veut, au contraire, détruire le vieil édifice rouge de la vieille Thémis. Ses armes sont la discussion et la logique ; son drapeau est la République sociale ; son but est l'anéantissement du privilège et la rédemption du travailleur.

Mardi prochain, ouverture du CLUB DU PEUPLE, boulevard Bonne-Nouvelle, salle des Concerts.

Alph. ESQUIROS,

Paris. — Imp. de Lacour, rue Saint-Hyacinthe-St-Michel, 23.

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :
Au bureau de la rédaction, rue Monsieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.

PARAISANT LE DIMANCHE ET LE MERCREDI.

Trois mois 1 fr. 25.

On trouve des nos de l'ACCUSATEUR PUBLIC ; chez Bay aîné, 21, rue des Mathurins Saint-Jacques, chez FOMBERTAUX, rue de l'Arbo-Sec 26, et au bureau de rédaction rue M. le Prince, 28.
Le journal demande des CRIEURS.

Paris, 14 Juin.

L'Accusateur Public sur la scellote.

Notre titre a soulevé quelques réprobations : c'est un bon signe. On n'attaque dans le monde que ce qui est viable.

Que disent nos détracteurs ? L'Accusateur public, c'est un titre sombre ; cela sent 93 ; on se figure Foucher-Thiville.

Un mot de réponse s'il vous plaît, d'abord un titre n'a jamais de sens que celui qu'on veut bien lui donner. Ce rôle d'accusateur nous l'exerçons tous dans notre conscience ; oui, nous autres démocrates, nous sommes tous les accusateurs de la vieille société monarchique, les accusateurs du privilège, les accusateurs du riche et les défenseurs du pauvre.

Ceux qui renient cette mission ne sont point des nôtres ; qu'ils se retirent !

Mais, dit-on, il ne faut pas effrayer les esprits, déjà trop émus par les mille fantômes de la situation présente. — Effrayer ! Et pourquoi ? Nous venons au contraire rassurer les cœurs droits en leur annonçant la bonne nouvelle du salut social. Cette République dans laquelle tous les hommes doivent se rencontrer comme des frères sur le sein palpitant de leur mère, cette République là, dis-je, n'a rien de terrible que pour les intrigants ou les faibles, qui s'épouvantent du bonheur universel et du règne de la justice.

On agite bien autour de nos têtes un haillon de drapeau, que nos ennemis appellent la République rouge. Qu'entend-t-on par là ? Veut-on dire que nous teindrions nos idées dans le sang de nos adversaires ? Si c'est cela qu'on veut dire, on avance un atroce mensonge.

Les faits démentent hautement les intentions que font semblant de nous prêter la haine et la calomnie. Qui a détruit, le lendemain du 24 février, la peine de mort ? Ce n'est pas vous, c'est nous.

Pendant dix-huit années, les philosophes, les historiens, les journalistes, les hommes d'Etat, qui appartiennent au parti démocratique le plus avancé, n'ont cessé de réclamer l'abolition de la peine capitale. Ce sont eux qui ont tué moralement la guillotine. Si cet échafaudage de planches rouges s'est écroulé après la révolution de 1848, sous le mépris et l'indignation, cela vient de ce que les esprits avaient été atteints par la douceur et l'humanité de nos doctrines.

Que la bourgeoisie ne s'attribue pas l'honneur d'avoir supprimé le bourreau ; cet honneur appartient au peuple.

Sous le dernier règne, qu'est-ce qui se massait avec une avidité curieuse autour de l'échafaud politique ? Qu'est-ce qui transformait la place Saint-Jacques, le jour de l'exécution d'Alibaud, en un théâtre rempli de spectateurs ? Qu'est-ce qui payait les frais de cette tragédie lamentable ? — La classe riche, la classe bourgeoise. On y voyait plus de gants blancs que de uains ouvrières, plus de fracs que de blouses, plus de chapeaux que de casquettes. Mille lognons étaient braqués sur le lieu de la scène, sur le héros de cette triste journée. C'était ce public blasé qu'on rencontre aux Bouffes, à l'Opéra, au Cirque, autour de toutes les nouveautés et de toutes les représentations dramatiques, ce public auquel il faut des divertissements à tout prix, et qui, usé par l'habitude des excès, va ramasser ses émotions jusques dans le sang.

Qu'est-ce qui le lendemain de la fatale journée du

15 mai, redemandait l'échafaud par ses pétitions et ses clameurs ? Quest-ce qui poussait la main de la commission exécutive dans des voix farouches ? Qu'est-ce qui voulait mettre des têtes au bout des baïonnettes ? La classe propriétaire, la classe moyenne.

Disons-le donc froidement, il n'y a maintenant de sanguinaire que la réaction. C'est elle qui est rouge.

Il y a mieux : si demain vous releviez l'échafaud (et vous en viendrez là), c'est nous qui plus tard le détruirions de nouveau, c'est nous qui le brûlerions, à la face du ciel et de la terre ; c'est nous, qui en jetterions la cendre aux quatre vents du monde !

Il n'existe pas un seul parti en France, qui veuille se faire un piédestal de cadavres pour monter à la réalisation de ses idées ; ceux qui disent le contraire mentent trois fois. Ils savent la puissance de la frayeur sur les âmes vulgaires, et voilà pourquoi ils cherchent à nous mettre au front une sanglante auréole ; c'est un moyen de détourner les esprits de la lumière de nos principes. Cette pitoyable tactique trahit l'impuissance et la mauvaise foi de nos adversaires. Si nous n'avions pas de notre côté la justice et la vérité, ils n'auraient guère besoin de recourir à de tels subterfuges pour obscurcir nos destinées par des fantômes. Leurs calomnies accusent notre force.

Si un parti voulait régner sur des ruines, ce serait celui qui disait le soir du 15 mai : « Il faut en finir avec ces brigands ! »

Qu'on ne vienne donc plus nous jeter à la tête ces vieilles injures rétrospectives, dont le bon sens et la langue française s'offensent à juste titre. Depuis 60 ans qu'on nous accuse de boire le sang des aristocrates, nous aurions en vérité le droit d'être soûls de cette liqueur empoisonnée.

Nous ne voulons pas supprimer par le fer la bourgeoisie ; nous voulons seulement détruire ses privilèges.

Nous avons été patients sous l'outrage, patients jusqu'à la lie ; nous avons bu en silence le calice amer de la calomnie et de l'atrocité. Il est temps de retourner les rôles ; il est temps que les accusés deviennent accusateurs. On a épuisé contre nous toutes les formes du réquisitoire. Il n'est pas de mensonges qu'on n'ait inventés pour défigurer nos convictions. Nous ne rendrons pas à nos adversaires ce qu'ils nous ont prêté. Ils sont contraints de recourir à de fausses assertions pour nous voiler dans l'esprit des masses ; nous n'aurons besoin que de leur dire la vérité pour les faire rentrer dans le néant.

La politique des incidents.

Depuis que l'Assemblée Nationale existe, elle n'a traité que des questions de personnes.

Le citoyen Caussidière a-t-il ou n'a-t-il pas rempli les devoirs de sa charge dans la journée du 13 mai ? Incident.

Le citoyen Louis Blanc sera-t-il livré, oui ou non, aux mains de la magistrature de Louis-Philippe ? Incident.

Le citoyen Louis Bonaparte, sera-t-il admis à siéger sur les bancs de l'Assemblée Nationale, malgré le décret de bannissement qui l'a frappé en 1832 ? Incident.

N'est-il pas déplorable de voir un corps constituant, dans l'état de malaise et de confusion où se débattent maintenant toutes les existences privées, consumer son temps, ses discours et l'intérêt du pays, sur des discussions stériles. Au lieu de gouverner les événements, l'Assemblée Nationale vit au jour le jour sur les épisodes que lui fournit la circonstance.

Ce qui est le plus triste, c'est que chacune de ces personnalités mises en cause, coûte deux jours de discussion à la chambre, c'est-à-dire 45 mille francs au pays.

Statistique de la réaction.

Le premier et le second arrondissement sont de tous les arrondissements de Paris ceux qui ont fourni le plus de voix à M. Thiers ; donc, les habitants se montrent les plus animés contre les républicains, et où l'esprit royaliste est passé à l'état de maladie chronique. Si l'on interroge maintenant le caractère de la population qui couvrent les deux arrondissements, on arrive aisément à reconnaître que c'est le plus immoral de tous les quartiers de la grande ville. La disette du numéraire a porté un coup mortel à certaines professions équivoques. Les lorettes surtout se trouvent aujourd'hui fort dépourvues ; pas le moindre banquier, ni le moindre agent de change à séduire. Ces demoiselles en veulent de tout leur joli cœur à cette maudite révolution de 1848, qui les a privés de l'essaim brillant de leurs habitués. Anges déchues, reines déchues ! Elles ont vu leur cour s'en aller avec celle du vieux roi.

Or, les lorettes font la fortune ou la ruine de Paris qu'elles habitent. Tout le monde sait à quelles dépenses folles et scandaleuses se livrent ces créatures prodigieuses. Le commerce de luxe n'existe guère que par elles. Les fournisseurs de la Chaussée-d'Antin comptent sur la prospérité de ces filles du Hasard, pour entretenir leur boutique. La plupart des riches bourgeois, appelés par leur condition à juger devant les tribunaux les questions délicates d'honneur et de probité, vivent régulièrement des fruits du marchandage et de la débauche. Otez-leur cette ressource impure, leur industrie tombe et se flétrit d'elle-même.

Les négociants des quartiers où brille l'opulence, passent avec les femmes de théâtre ou de boudoir des marchés à terme, marchés téméraires et aléatoires, mais dont ils s'arrangent de manière à retirer de grands avantages, par l'élévation du prix des marchandises. Ce commerce-là, c'est une immoralité, c'est un vol. Comment les bourgeois s'excuseront-ils ensuite de participer à la mauvaise conduite de ces femmes qu'ils encouragent par leurs avances. Les fournisseurs ont tous un intérêt direct à voir ces brillantes malheureuses faire, comme ils disent, beaucoup d'affaires. Ils sont de moitié avec elles dans les pertes et dans les bénéfices, quel commerce ! On appelle quelquefois le luxe une fleur de la civilisation ; soit, mais c'est une fleur qui croît le plus souvent dans du fumier.

Ce trafic appuyé sur l'immoralité d'autrui n'empêche pas les bourgeois de se croire les plus vertueux de la terre, tant le régime de concurrence sous lequel nous vivons, a confondu le bien et le mal dans les alternatives du succès. Le bien c'est de faire fortune ; le mal, c'est de ne point réussir. Le négociant qui gagne beaucoup d'argent, s'assure outre les jouissances de la vie, la réputation d'honnête homme ; peu importe la source dans laquelle il puise les moyens de satisfaire à ses engagements. Or, la moitié du commerce de Paris, j'entends surtout le commerce de luxe, ne fait honneur à sa parole que par le déshonneur des femmes qui trahissent chaque jour et à chaque heure leurs serments d'amours.

Qu'on se figure maintenant la colère des boutiquiers du 1^{er} et du 2^e arrondissement, contre ces scélérats de démocrates ! La victoire du peuple a été la défaite de leur industrie somptuaire ; le 24 février est leur Waterloo. La rareté, ou pour mieux dire, la frayeur subite du numéraire a tout-à-coup réformé les mœurs, en dispersant ces papillons de la banque qui voltigent autour des fleurs banales du quartier. Vous voyez donc bien que la République est une grande coupable ! On ne peut néanmoins s'en prendre à elle ; on est forcé jusqu'à nouvel ordre de la subir ; mais, on s'en prend aux républicains. Voilà les boucs émissaires de la situation politique. Qu'on en finisse avec eux !

J'oubliais les nombreuses connaissances de ces dames, hommes sans nom, sans industrie avouable, qui vivent en seconde main de la débauche. Ils se mettent de moitié avec le bourgeois pour marcher sous

l'étendard de l'ordre public. Toutes ces immoralités, toutes ces colères, toutes ces industries frustrées imputent aux démocrates les désagréments qui les atteignent. De là une haine vigoureuse et intéressée contre les porturbateurs. L'émeute est pour eux une ombre de la Révolution; ils la poursuivent absente; ils la cherchent pour se venger du 24 février et de la République.

La lutte de la démocratie contre le privilège bourgeois, c'est le combat de la justice et de la morale contre le parasitisme du vice et de la débauche.

Correspondance de l'Accusateur Public.

Nous extrayons le passage suivant d'une lettre d'Eugène Sue: « Plus que jamais (n'est-il pas, hélas! trop tard), les républicains sincères sont nécessaires, car du train dont vont les choses, la cause humaine ment parlant, me semble compromise, mais providentiellement, non. L'heure est venue, rien ne peut arrêter la marche de l'idée, seulement on peut lui faire une station dans des flots de sang; et c'est là où tendent par ignorance ou par une horrible arrière-pensée tous les réactionnaires. Ah! cela est triste, triste. Mais nos pères en ont bien vu d'autres, et nous avons recueilli leur glorieux héritage. A notre tour maintenant. La génération suivante jouira du sacrifice. »

Ce n'est pas un médiocre symptôme de succès pour les idées sociales, que de voir un esprit éminent comme l'auteur des *Mystères de Paris*, condamner les projets sinistres de la réaction et s'élançant par l'espérance vers la moisson de nos idées. Quand une situation politique a contre elle les hommes d'esprit et de cœur, cette situation est jugée.

La révolution de 1848 a été une victoire de la force morale sur la force matérielle.

C'était un devoir pour le gouvernement issu de cette révolution de conserver le caractère de son origine. En effet, le premier acte de la République fut de renvoyer les troupes de Paris. L'idée venait de vaincre; c'était bien le moins qu'elle assurât la conquête par l'éloignement de ces baïonnettes fatales qu'on tourne et retourne si aisément dans les mains du soldat. Il faut maintenant le dire, c'était un piège. La réaction massait sourdement autour de Paris ces régiments que nous avons vus apparaître le 15 mai. Aujourd'hui on use de nouveau, on abuse de cette force armée qu'on faisait semblant de pousser vers la frontière. La paix de Louis-Philippe, cette paix que vous savez, égoïste et honteuse, fait refluer de nouveau sur Paris la guerre intérieure. On se demande comment M. Delamartine qui a si souvent écrit et parlé contre les envahissements de la puissance militaire, souffre ce qui se passe sous nos yeux. Il est juste de dire pour excuse que les hommes de la commission exécutive ne sont déjà plus les maîtres. La garde bourgeoise mène l'assemblée nationale, l'assemblée nationale mène la commission exécutive: la queue mène la tête. O anarchie!

Louis Bonaparte.

Encore une journée comme celles que nous venons de traverser, et c'en est fait de l'honneur national. On n'a jamais vu une population si émue dans le vide, une autorité si maladroite, un ordre public si effrayé, une absence si complète de direction morale. Pour comble de surprise voici l'Assemblée, qui sous prétexte de maintenir le décret de bannissement contre M. Louis Bonaparte, se fait complice des projets de ce nouveau candidat à la couronne de France.

Complice! et comment? — D'abord ce qui fait en ce moment la force apparente de M. Louis Bonaparte, c'est la nullité des pouvoirs qui s'étaient chargés de constituer la Révolution de février. La silhouette du prétendant se détache dans un fond gris, qui lui donne un certain relief. Son prestige, c'est l'impuissance des hommes qui font aujourd'hui semblant de gouverner. Si la commission exécutive avait marché résolument dans la voie du progrès démocratique; si l'Assemblée Nationale avait assuré par des mesures énergiques le triomphe du droit et la défaite du privilège; si la réaction était partout écrasée, la Révolution partout dominante; si la République transformait en elle toutes les inégalités sociales; si les républicains étaient aux affaires, au lieu d'être au donjon de Vincennes, la France n'aurait jamais songé à M. Louis Bonaparte.

Lorsque je vois des prétendants s'agiter autour d'un trône qu'on veut relever par la guerre civile, je me demande ce que le peuple a fait depuis trois mois, de sa souveraineté. Si la place de cette souveraineté légitime était gardée par des hommes justes et capables, nous ne verrions pas des ambitions privées, des ambitions subalternes, se ruer à l'assaut d'une position

prise. C'est parce que la place est vide; c'est parce que le peuple est refoulé dans le silence et dans l'inaction, que des aventuriers cherchent à lui dérober ses droits. La politique de réaction et d'inertie a fait la candidature de M. Louis Bonaparte; elle fera bientôt celles de M. Joinville et de M. de Chambord.

Non contente d'aider par ses incertitudes et ses faiblesses à l'avènement de M. Louis Bonaparte, la commission exécutive a commis une faute énorme, en voulant l'exclure de l'Assemblée Nationale. C'est désigner les hommes à la dictature que de les vouer à la proscription. L'ostracisme, comme le cachot, comme tous les genres de persécution, n'a jamais fait que grandir les victimes dans l'opinion publique.

Et puis quelle logique dans tous vos actes! Vous avez, il y a trois semaines, avancé que le suffrage universel était l'expression de la souveraineté du peuple; donc vos yeux, ce suffrage est infillible, donc vous n'avez pas même le droit de le contrôler. Ayez au moins le courage et la sincérité de vos doctrines. Ce M. Louis Bonaparte, c'est votre Souverain qui vous l'envoie. De quel droit lui fermez-vous l'entrée de la Représentation Nationale?

Vous avez eu connaissance du travail des élections; vous avez vu que le nom de Louis Bonaparte était porté sur les listes; pourquoi n'avez-vous pas combattu sa candidature? Ou vous avez de l'influence et alors il fallait vous en servir, ou vous n'en avez pas et, dans ce cas, vous n'êtes plus le gouvernement de la nation.

En prévenant l'élection d'un homme que vous jugez dangereux pour les libertés démocratiques, vous auriez fait acte de sagesse et de puissance; vous auriez évité le piège où vous êtes tombé. Aujourd'hui votre position est fautive et misérable. Après avoir fait du vote universel le dogme fondamental de votre République, vous entachez ce vote d'un soupçon injurieux. Vous venez dire à votre Souverain: « Tu t'es trompé; ton choix ne vaut rien; ce Bonaparte-là est un banni, un étranger. Nous n'en voulons pas. »

A quoi le peuple pourrait très-bien répondre: « Ce décret de bannissement que vous m'opposez, moi, Souverain, je l'ai cassé par mon vote. Il existe une loi, dites-vous; j'en ai détruit bien d'autres, des lois! C'est votre faute. Pourquoi les avez-vous faites sans me consulter? »

Il est évident que le pouvoir marche d'inconséquences en inconséquences. Nous le voyons tourner et retourner les principes comme un vêtement qu'il ajuste à la circonstance. La vérité est que le sol tremble sous chacun de ses pas. Il se confie tantôt à la réaction pour s'appuyer contre la démocratie, tantôt à la démocratie pour s'appuyer contre la réaction; il ne rencontrera des deux côtés que l'indifférence et l'isolement.

La peur.

On n'a pas d'idée des progrès que fait cette maladie dans la population bourgeoise.

« Le prince Louis est ici où il est là! » Aussitôt les femmes de s'évanouir, les boutiquiers tremblants de courir aux armes. Ces bouillants guetriers s'avancent, tambour en tête, enseigne déployée, au-devant de l'émeute. — Où est-il? — Toute vérification faite, il se trouve que le prince Louis n'est nulle part.

La veille, même alerte, même terreur. Le donjon de Vincennes n'a pas assez de ses fossés, de ses remparts, de ses canons, de ses obus, de sa garnison d'hommes et de chevaux, de la garde nationale de la banlieue, pour se défendre contre un banquet d'ouvriers qui n'avait pas lieu ce jour-là.

Il semble que nous touchions aux terreurs du dernier jugement. Les riches tremblent comme des feuilles agitées par le vent du soir. C'est à qui s'envelera avec son trésor dans les entrailles de la terre, pour éviter la colère future du peuple. — Hé, mon Dieu! ne vous troublez pas ainsi; le peuple est plus généreux que vous; il ne demande pas votre sang ni votre or; il demande que vous lui laissiez la substance de son travail.

Cette panique incessante est un signe de décomposition: la classe moyenne est frappée de ce saisissement qui prélude chez l'homme à la cessation de la vie, et chez les races à la perte de l'existence politique.

Physionomie des événements.

Paris est encore sous les armes. On se demande si l'étranger est à nos portes, ou si le feu est à la ville? Ni l'un ni l'autre; le tambour bat, on s'arme, on court, aujourd'hui pour un banquet, demain pour un député ou pour une fête nationale, c'est une monomanie. Bientôt on ne pourra plus dîner qu'au cliquetis des armes

et au grondement du canon. On vous invite à un banquet fraternel, et l'on vous reçoit armé jusqu'aux dents. Le peuple nomme un député, il en a le droit; mais il paraît qu'il lui faudrait la force armée pour le placer à la chambre. Qu'est-ce donc que l'élection universelle? Est-ce que les bons bourgeois auraient imaginé de voter simplement pour le plaisir de jeter un petit papier dans l'urne, ou le gouvernement présent est-il seulement censé prendre l'avis de tout le monde. Notre ville est une place forte, nous sommes tous soldats, nos canons sont braqués, nos mains sont noires de poudre. Mais où sont donc les ennemis? d'où vient cette terreur panique. D'honnêtes citoyens font-ils le soir une partie de dominos, c'est un club. Deux personnes causent de leurs affaires sur le trottoir, c'est un attroupement. Les fêtes publiques ne sont plus que des revues. On fraternise à coup de crosse de fusils; c'est une nouvelle manière. En attendant le bourgeois se plaint du tumulte qu'il fait lui-même, des affaires qu'il empêche d'aller. Mais honnêtes bourgeois, restez donc à votre commerce, rentrez dans vos ménages; renoncez à cette fièvre guerrière qui vous rend si ridicules.

Delamartine s'est défendu d'avoir conspiré avec Blanqui et Raspail; la justification était inutile: cet homme d'état est trop courtisan du succès pour se risquer dans des circonstances périlleuses.

« J'ai conspiré, dit-il, avec eux comme le paratonnerre conspire avec la foudre. » Ce qui voudrait dire: je les ai attirés à moi pour les perdre.

On sait en effet que le paratonnerre trompe quelques instants la foudre captivée par la force de l'aimant et finit par l'éteindre au fond du gouffre.

Delamartine se flatte: Raspail et Blanqui, nous en sommes certains, n'auraient point suivi le courant magnétique d'une nature aussi mobile, aussi douteuse, aussi suspecte d'attachement à la monarchie.

Si c'est une figure de rhétorique elle est mauvaise; si c'est une insinuation, elle est perfide.

Et puis, que signifie cette note de conspirateurs jeté sur les prévenus de Vincennes, dans un moment où tout le monde sait qu'il n'y a pas eu complot! Ce M. Delamartine, si sensible dans ses livres, devrait plutôt se souvenir de son caractère de poète, pour adoucir les rigueurs d'une captivité sans exemple sous aucun régime. L'histoire sera sévère pour lui comme il l'a été pour les hommes de la terreur.

Vous avez dit, M. Delamartine, dans votre roman des Girondins, les royales infortunes du Temple. A soixante ans de distance, après un demi-siècle de civilisation et d'adoucissement des mœurs, les cachots de Vincennes ont vu renouveler les traitements de la barbarie contre des républicains qui ont été les précurseurs de la République.

Adèle Esquiros.

Depuis quelques jours des préparatifs menaçants se faisaient en grande hâte dans le fort de Vincennes, toutes les vieilles petites pièces de parade, telles que coulevrines, canons de quatre, éparses çà et là sur les remparts avaient été retirées. Les artilleurs exécutaient des travaux de terrassement et construisaient des plate-formes en planches et madriers devant chaque embrasure.

Dans les journées de vendredi et samedi, des canons et obusiers de fort calibre ont été mis en batterie sur toutes les plate-formes préparées. Des caissons de gargousses sont répartis près de chaque pièce.

Tout le long des remparts, on a dressé des tentes de campagne où les soldats d'artillerie ont passé la nuit de samedi à dimanche.

Dimanche 14, entre huit et neuf heures du matin, sur un signal donné, les canonniers ont couru à leurs pièces, et se sont rangés, six servant autour de chaque bouche à feu, trois d'un côté, trois de l'autre, refouloir en mains et dans le plus profond silence, comme à l'instant d'une bataille.

Vincennes étaient prêt à vomir l'incendie et la mort sur le faubourg Saint-Antoine.

Cette alerte n'a pas eu de suites. Mais elle s'est renouvelée dans la journée. Le cri: aux armes! a retenti et les artilleurs sont accourus à leurs pièces une seconde fois.

Dans ce moment, la grosse artillerie est toujours braquée aux embrasures; les tentes sont dressées, et la troupe y bivouaque. Sur un geste Paris peut être couvert de boulets et d'obus.

Alph. ESQUIROS,

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :
Au bureau de la rédaction, rue Moit,
sieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS
ET PAR LES MEMBRES FONDATEURS DU CLUB DU PEUPLE.

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.
Trois mois 1 fr. 25.
Paraissant le Dimanche et le Mercredi.

On trouve des n^{os} de l'ACCUSATEUR PUBLIC ;
chez BRY aîné, 21, rue des Mathurins Saint-Jacques,
chez FOMBERTAUX, rue de l'Arbre-Sec 26, et
au bureau de rédaction rue M. le Prince, 28.

Paris, 21 Juin.

Ni liberté, ni ordre.

Il faut en vérité de l'audace à nos batteurs politiques, pour oser mettre en tête de leurs ordonnances et de leurs placards le titre de République française. Non, il n'y a pas de République, quand la liberté individuelle n'existe pas, quand le domicile est violé chaque jour par l'impudour des agents de la police, quand la fraternité est écrite sur le bâton de l'assommeur ou à la bouche du canon. Apostats du National, qu'auriez-vous dit, si le 20 février la police eût fait une descente dans vos bureaux, sous prétexte du banquet électoral ? Et cependant ce fameux banquet contenait une révolution, tandis que celui des travailleurs ne contient qu'un toast à l'avenir du peuple. Ce que le gouvernement de Louis-Philippe n'a pas osé faire, vous le faites.

Armand Carrel, votre maître, a écrit dans votre feuille des pages ardentes contre l'arrestation préventive. — Eh bien, jamais ce moyen de gouvernement, stigmatisé dans vos colonnes, sous le règne de Louis-Philippe, n'a été si fréquemment et si brutalement employé que depuis votre avènement aux affaires. Jamais le sort des prévenus n'a été si intolérable. Les cachots de la Conciergerie, le donjon de Vincennes accusent votre inhumanité stupide. Les tortures inutiles que vous faites endurer à Raspail, à Blanqui, à Sobrier, à Barbès, en les séquestrant, en les privant d'air et de mouvement, montrent bien que vous poursuivez sur eux des haines et des vengeances particulières. Blanqui, Raspail ont du talent et vous n'en avez pas. Barbès a le cœur du peuple et vous n'avez que son indifférence et son dédain. Il vous l'a bien montré aux dernières élections de Paris. Voilà ce qui vous irrite ; car vous avez les jalousies et les colères de la médiocrité.

Vous n'avez rien découvert en fait de gouvernement ; je me trompe, vous avez inventé la peur. Voilà tout votre ouvrage. Pour masquer cette peur, vous avez recours à toutes les exagérations du régime militaire. Paris n'est plus qu'une caserne. Votre Clément Thomas fait écraser tous les soirs, par manière d'exercice, ce même peuple que vous déclarez souverain, le soir du 24 février. O terroristes terrifiés ! vous n'avez ni cœur, ni mémoire !

La vieille bande noire de la magistrature royaliste, ces hommes ennemis de toute liberté, de toute démocratie, vous imposent leurs conditions, que vous subissez par haine des républicains. Après vous être débâchés pendant dix-huit ans contre les procès politiques, vous vous lancez dans la même voie avec plus de fureur que les ministres de Louis-Philippe. Vous reprochiez fort agréablement au dernier règne de n'avoir écrit les pages de son histoire que sur les murs de Doullens ou du mont Saint-Michel. Mais, vous, où sont vos titres, vos actions d'éclat, vos victoires ? Je cherche ce que vous avez fait depuis le 24 février, et je ne découvre rien ; vous n'avez rempli d'autre vide que celui du donjon de Vincennes.

Vous déclarez, en termes voilés et timides, que vous n'aurez pas recours à un papier-monnaie ; mais c'est du papier-monnaie que vous distribuez maintenant aux créanciers de la caisse d'épargne. Vos coupons de rente sont des assignats, et encore des assignats de la pire espèce ; car les vôtres n'ont pas même cours immédiat sur la place.

Vous n'êtes capables de rien établir, ni l'ordre, ni

la liberté. Par vos lâches concessions à l'esprit monarchique, par votre impuissance d'agir, vous rendez possibles tous les candidats à la couronne. Au lieu d'annihiler le prince Louis Bonaparte, en l'absorbant dans votre étouffoir des neuf cents, vous en faites, par votre faible résistance, un personnage. Il semble que vous cherchiez toutes les occasions de mettre en relief les prétendants. Si l'on penso à eux, c'est qu'on ne pense pas à vous, c'est qu'on ne s'aperçoit pas même de votre existence, autrement que par le malaise public.

Il faut que cela change ! ce mot est dans toutes les bouches et dans tous les cœurs. Le peuple souffre, la classe moyenne souffre. Le mécontentement est général. On ne fait pas une société avec des patrouilles, ni des uniformes. Trembler n'est pas vivre. Vous deviez ébaucher une Constitution ; voici deux mois que l'Assemblée nationale siège ; où en est-elle de ses travaux ? En vérité, ces gens-là nous coûtent trop cher pour la besogne qu'ils font.

Nous engagerons toujours le peuple à s'abstenir de démonstrations inutiles. Les bons citoyens n'ont rien à voir dans les attroupements. Ne donnons pas cette satisfaction à la police. Notre force est aujourd'hui dans la négation et l'attente ; conservons cette force. Laissons nos adversaires se suicider dans leur impuissance. Ils n'ont ni l'idée politique, ni l'idée sociale. Laissons-les se débattre sous l'absence d'air philosophique et intellectuel, comme l'oiseau dans sa cage de verre, quand la machine pneumatique lui soutire les conditions atmosphériques de la vie.

Les insultes aux Démocrates.

« Calomnieux, calomnieux ; il en reste toujours quelque chose, » c'est le principe des réacteurs.

Il n'est pas de réputation démocratique, si pure qu'elle soit, qui n'ait été touchée par eux et flétrie. Ces hommes sont de la nature des limaces ; ils bavent sur tout.

Le soir et le lendemain de la malheureuse journée du 15 mai, des émissaires parcouraient les campagnes des environs de Paris. Ils semaient sur leur passage les bruits les plus étranges et les plus noirs. « Eh bien, s'écriaient-ils, en fixant autour d'eux des regards qui contrefaisaient l'épouvante, nous venons d'échapper à une fièvre tourmente. Plus de 200,000 têtes allaient tomber. Citoyens agriculteurs, qui m'entourez, c'en était fait de vous. Pierre, Paul, Jean, j'ai vu votre nom écrit en toutes lettres sur la liste des proscrits. Vous n'auriez pas vu le soleil de demain. Vos champs allaient être partagés, vos moissons fauchées en herbe, vos troupeaux détruits pour nourrir les terroristes. Rendez grâce aux Dieux et à la garde nationale. »

Les hommes qui tenaient ce langage étaient des bourgeois, des propriétaires, des fonctionnaires publics ; ils mentaient officiellement, car, ils savaient fort bien qu'aucun parti ne rêve maintenant en France le rétablissement de la guillotine, si ce n'est le parti réacteur.

Les calomnies collectives ne sont encore rien, en comparaison des calomnies privées qui circulent, dans le monde, sur les chefs du parti démocratique. Celui-ci est un scélérat, cet autre est un traître. De preuves, aucunes ; de faits positifs, nulle trace. On se contente de la réputation toute faite qui a cours dans le vulgaire sur tel ou tel homme en évidence. C'est un écriteau dont nul ne se soucie d'approfondir la vérité. La faiblesse ou la perversité humaine se complait à ce dénigrement des hommes et des choses. Il semble qu'on relève sa moralité à ses propres yeux en abaissant et en déchirant celle des autres.

Comme par suite des préjugés et du désordre des mœurs, la fortune est dans notre société la mesure de la considération qu'on accorde à chaque homme, nos adversaires cherchent aussi à jeter de la défaveur sur les républicains démocrates en les accusant de manquer du nécessaire. La vérité est que les démocrates

ne sont ni plus pauvres, ni plus riches que les autres hommes. Il y a dans toutes les opinions des gens de bonne foi qui se rallient à tel ou tel principe, sans consulter l'état de leur bourse. Cette misère, à la supposer même aussi réelle qu'on l'a dit, ne serait pas une accusation directe contre les démocrates, mais une charge contre la société, car un état bien organisé doit nourrir tous ses membres qui travaillent. Il y a parmi les démocrates des écrivains, des artistes, des ouvriers ; s'ils sont aussi dénués qu'on le dit, je trouve que ce dénuement, loin de pouvoir leur être imputé à mal, condamne précisément l'ancien ordre de choses qu'ils veulent frapper. S'ils eussent cédé, comme tant d'autres, à des transactions de conscience, ils seraient peut-être plus fortunés. Etre pauvre, c'est porter dans sa personne, dans ses mœurs, dans sa manière de vivre le témoignage éclatant que l'on n'a pas soustrait à son profit la substance des autres hommes. Je ne vois rien là que d'honorable.

Nos adversaires tiennent entre leurs mains cette espèce de considération factice que l'on achète par de l'argent. Qui le nie ? Mais, cette considération-là établie uniquement sur l'ignorance ou la bassesse de ceux qui les entourent ne saurait nous éblouir. On connaît la moralité de la plupart de ces fortunés qui calomnient notre misère. Sur dix fonctionnaires de l'Etat, il y en a au moins neuf qui doivent leur bien-être personnel à des concussion et à des fraudes qu'on tolère. J'ai vu de près les chefs des établissements et des services publics, je les ai vus à l'œuvre ; hé bien, je déclare que la forêt de Bondy a été transportée dans nos institutions administratives.

De tous les travaux d'Hercule, celui que j'admire le plus, parce que je n'aurais pas le cœur de l'accomplir, c'est d'avoir nettoyé les écuries d'Ogias. Hercule aujourd'hui, c'est le peuple. A lui de balayer les abus de la propriété mal acquise ; à lui de passer au creuset de la conscience publique ces fortunes où l'or se mêle à l'alliage. Il ne faut pas croire que la corruption, le vol, l'appropriation illicite habitent seulement les fonctions supérieures de la société. Non, la classe bourgeoise est atteinte jusqu'à la racine par cette cupidité frauduleuse.

Et voilà les misérables qui osent élever la voix dans les rues contre des citoyens dont la vie est pure, dont le désintéressement s'est étendu jusqu'au martyre ! Ne mentez pas, ne cherchez point à masquer le motif de votre haine. La démoralisation vous plaît ; l'austérité vous épouvante. Ce que vous détestez dans les hommes de la démocratie, c'est leur puritanisme et leur probité inquiète. Vous avez peur d'eux, parce que vous les savez convaincus. Moins inflexibles et moins sévères pour eux-mêmes, vous les aimerez mieux ; car vous espéreriez les corrompre !

Quant à vous, qu'on persécute et qu'on calomnie, vous n'avez pas besoin qu'on vous défende. — Votre vie rayonne à travers les pierres des cachots. Les autres ont joui, vous avez souffert. A eux la coupe, à vous le calice ; mais à vous la gloire !

Cette gloire, vous ne la recueillerez qu'à travers la patience et les affronts ; c'est un rayon de soleil qui entre par la pierre entr'ouverte du sépulchre.

Dieu nous est témoin que nous sommes préparés à la lutte : liberté, fortune, considération personnelle, tout ce que les hommes estiment par ignorance ou par vanité, nous avons tout laissé derrière nous, parce que tout cela ne vaut pas la victoire d'un principe d'où dépend le bonheur du genre humain. Périssent une seconde fois nos mémoires, périssent en nous tout ce qui n'est point l'idée sociale ! Que la postérité oublieuse marche en riant sur nos cadavres ; mais qu'elle profite néanmoins de notre labeur et de nos sacrifices !

Nous avons sous les yeux un plan de constitution rédigé par un locataire de Charenton. Ce plan est remarquable. L'auteur se déclare pour un président, pour la division du pouvoir législatif en deux cham-

bles, pour le maintien des prérogatives attribuées à la magistrature et au clergé. Tout ceci est inspiré, comme on voit, par un excellent esprit de conservation et de prudence; ce qui prouve qu'on peut être à la fois modéré... et fou.

Terreur des Hypocrites.

Les réacteurs, attentifs à saisir toutes les occasions de jeter de la défaveur sur le parti démocratique, ont inventé l'odieuse mensonge des menaces de pillage faites par les hommes qui appartiennent à cette noble et glorieuse pensée. Nous commencerons par dire que l'idée démocratique, fondée sur la religion de l'humanité, exclut tout sentiment de cupidité ou de représailles, et que nul n'a si profondément le sentiment de l'ordre que le démocrate; mais cet argument peut, à une époque de prévention, ne pas être regardé comme suffisamment prouvé. Nous ajouterons donc que beaucoup d'entre ces vertueux trembleurs seraient fort aisés sans doute que le pillage vint leur permettre d'arranger, au détriment de leurs créanciers, leurs affaires délabrées; il seraient les premiers à se piller, pour qu'on les regardât comme des victimes de la guerre civile, et, qu'à ce titre, remise leur fût faite de leurs dettes.

Nous connaissons un grand nombre de modérés qui crient au pillage et ont de leurs deux oreilles entendu partout murmurer cette sinistre menace, chez lesquels on trouverait une caisse riche en protêts, en significations de jugements, et nullement en numéraire.

D'autres, moins nombreux, mais non moins hypocrites, se trouvent si bien, depuis dix-huit années, des coudées franches laissées à la concurrence ruineuse et à l'exploitation, qu'ils regardent d'un mauvais œil tous ceux qui tenteraient de les dépouiller de cet innocent privilège, et ils se réservent à eux seuls, sous la manteau du commerçant ou du chef d'industrie, de piller l'ouvrier et le consommateur.

En un mot, à part quelques rentiers dont la peur a envahi le cerveau malade et qui croient réellement à la chimère du pillage, les autres sont des égoïstes qui crient bien haut dans la crainte d'être écorchés, ou des hypocrites qui n'ayant rien à piller, n'ont rien de mieux faire que de trembler.

Mais il faut que ces mauvaises natures flétrissent ce qu'elles touchent; et, comme toujours, elles ont recouru à cette tactique usée, mais toujours bonne, de crier, contre les anarchistes en haine des républicains.

Non, personne, si ce n'est les réactionnaires, n'a eu l'idée du pillage; c'est au nom du parti démocratique, que nous démentons les délateurs. G.

Les Chevaliers du lansquenot.

Il y a environ quatre ans, Paris, le bon Paris de M. Dupin recéléait dans son sein une bande de filous de la haute volée qui était la terreur des salons de la Chaussée d'Antin et des boutiques du boulevard de Gand; ces boutiques-là commercent ordinairement avec ce qu'on appelle en langage aristocrate la *fashion*.

Cette bande de voleurs procédait non pas à la manière des gens du peuple que la misère, que la faim poussent quelquefois à commettre de mauvaises actions, ils n'allaient pas enfoncer les portes, demander la vie ou la bourse sur de grands chemins, non. Les beaux fils de la bourgeoisie sont bien plus gracieux : leur manière de détrousser les gens est empreinte d'un bon goût rempli de lâchetés qui sent l'aristocratie d'une lieue. Demandez plutôt à un certain petit journal aristocrate. Demandez à l'un de ses rédacteurs, s'il n'a pas eu connaissance dans le temps de cette fameuse société de filous qui s'introduisaient réciproquement chez tous les marchands de la capitale pour leur enlever à celui-ci 4,000 fr. d'habits, à celui-là 1,500 fr. de chaussures. Demandez-lui, à ce monsieur, comment il a vécu depuis cinq ou six ans qu'il est à Paris; qu'il nous dise surtout s'il n'a pas fait des achats de dentelles, de vins, de livres à des taux énormes pour les revendre ensuite à vil prix, et tout cela pour se procurer un morceau de pain qu'il était incapable de gagner. Ce sont là des apologues de la royauté; ce sont là les hommes dont la réaction se sert pour battre en brèche la République, et outrager tous les jours des républicains qui depuis longtemps ont fait leurs preuves. Oh! le dégoût l'emporte sur la colère, et je me sens honteux de parler de ces gens-là. Cependant il faut que tout le monde les connaisse, il faut que chacun reçoive le tribut de ses infamies. Dites-nous encore, Monsieur le rédacteur, où étiez-vous le 24 au matin? Nous vous demanderons aussi si ce

n'est pas vous qui êtes l'un des auteurs d'une immoralité littéraire qui a eu assez de vogue parmi la classe corrompue, et surtout parmi la classe bourgeoise.

Dans ce roman n'auriez-vous pas écrit votre propre histoire? Cette société de joueurs, de filous du grand monde, si bien décrite par vous, n'est-elle pas en tous points semblable à cette autre société d'escrocs dont vous faisiez partie, et que vous auriez voulu à toute force peindre pour vous rendre un peu moins affreux à vos propres yeux? Parlez, dites-nous toute la vérité; nous vous comissions: ainsi, ne vous gênez pas.

Je m'arrête: je t'en ai assez dit, peuple, pour te faire connaître les hommes qui chaque jour vomissent contre toi et contre tes défenseurs sincères toutes les infamies du ruisseau. Maintenant, je vous le dis, écrivains sans pudeur, taisez-vous; vous n'aurez jamais la parole quand il s'agira de choses saintes, vous les souillerez toujours. Allez, allez cacher votre honte dans les repaires des filles de joie: là seulement il y a quelque chose à faire pour vous; mais n'insultez jamais ce peuple qui a été assez éloquent pour vous ouvrir les portes de vos prisons le 24 février; car un jour ce peuple, las de vos outrages, vous briserait et vous ferait rentrer dans la boue d'où vous n'auriez jamais dû tenter de sortir. F.

Boîte aux dix lettres.

Monsieur le rédacteur,

Retiré du monde révolutionnaire, je n'en observe pas moins avec ardeur la tendance des hommes et des idées. Vous qui êtes absorbé par le mouvement irrésistible qui entraîne souvent les esprits au-delà des bornes du réel, me permettez-vous d'interrompre vos préoccupations et de vous soumettre le document ci-après? Tandis que les clubs (suivant une impulsion que je ne blâme pas au fond, mais dans la forme) craignent d'approfondir le but dans lequel on a garni Paris de troupes, il vous appartient à vous d'approfondir, devant le public, la signification de ce placard révolutionnaire; je l'ai trouvé affiché auprès des casernes par des mains timides, croyez-le bien, mais convaincues. Il a un air d'étrangeté, on le dirait fabriqué clandestinement: c'est que l'armée, toute comprimée qu'elle est, n'a pu fraterniser avec la Révolution de 48 sans que le principe de la souveraineté du peuple ne soit entré dans son cœur, et que, loin d'être prêts à servir le premier chef venu ou d'obéir au premier ordre de faire feu, elle est devenue trop démocratique pour oublier le peuple des barricades et tourner ses armes contre lui. Voici ce document:

Justice à tous.

A L'ARMÉE.

La Révolution de février a consacré le principe du suffrage universel;

La garde nationale élit directement ses chefs à tous les degrés de la hiérarchie: pourquoi n'usurions-nous pas du même droit?

Que l'armée, comme en 91, élise ses chefs; le peuple, qui veut la règle de la justice, nous invite à suivre son exemple.

Nous souffrons de voir dans nos rangs des officiers de privilège, favoris de la monarchie, quand nous pourrions, en vertu du droit d'élection, mettre à notre tête des hommes en qui nous aurions confiance.

Plus d'iniquité! plus de privilège! La Révolution de février, au succès de laquelle nous avons concouru en fraternisant avec le peuple, ne peut vouloir nous traiter comme des parias.

Veillons à la conservation de nos droits! peut-être sommes-nous à la veille de les perdre! Le prince de Joinville a l'audace de se mettre sur les rangs à la représentation nationale; s'il est élu, nous rentrerons sous le joug que la Révolution a brisé, et nous perdrons toutes nos espérances à un avancement juste et légitime.

LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

Quoique ce document ait déjà dix jours de date, aucun journal ne l'a connu. Si vous l'accueillez dans vos colonnes, il prouvera à la République démocratique que le sentiment fraternel n'est pas éteint dans l'armée pour le peuple.

Je vous salue.

Nous savons parfaitement que l'esprit de l'armée est démocratique, sous la blouse, sous l'uniforme, c'est toujours le peuple. Le soldat était ouvrier hier, il le sera demain. Ce que nous craignons, ce sont les influences étrangères aux instincts du soldat, ce sont les caresses de la garde bourgeoise, ce sont les enlacements des chefs, c'est l'abrutissement de la disci-

pline. Si le soldat consultait son cœur, ses intérêts, son devoir de citoyen, il ne tirerait jamais sur ses frères. Malheureusement des esprits venimeux cherchent à aigrir l'honneur de l'armée en lui insinuant qu'elle a une dette à venger. Perfido! ce n'est point rendre les armes que de les déposer, comme l'armée a fait le 24 février, entre les mains de la population. L'armée n'a point été vaincue, elle s'est associée à une conquête du droit. Au XIX^e siècle, les soldats ne se battent plus contre la civilisation ni contre la démocratie, ils ne tournent les armes que du côté des frontières, parce que, au-delà des frontières, est le quartier-général du despotisme.

La pauvreté c'est l'esclavage.

Liberté, Liberté, mot sonore, doux sonne
Que vingt siècles encor n'ont pu réaliser!
Si tu veux que ce mot ne soit plus un mensonge,
Peuple, c'est le travail qu'il faut organiser.
Tant que tu traîneras de rivage en rivage
Le boulet du mépris et de la pauvreté,
Ne parle pas de liberté:
La pauvreté c'est l'esclavage.

— Tu marches à côté de ce conscrit novice?
Grognard, dans tes foyers, je te croyais rendu...
— Pour le fils d'un banquier, j'ai repris du service;
Hélas! c'est par besoin que je me suis rendu.
— Toi qui sous les drapeaux serais après ton jeune âge,
Homme trop généreux par un lâche exploité,
Ne parle pas de liberté:
La pauvreté c'est l'esclavage.

— J'ai quitté ma chaumière et les champs pour la ville,
D'un favori des cours, je me suis fait laquais.
Je déplore parfois ma condition vile;
Mais j'ai toujours du pain dont souvent je manquais.
Si tu portes encor, dans un honteux servage,
Le seau que t'imprima la domesticité,
Ne parle pas de liberté:
La pauvreté c'est l'esclavage.

— Passant, je veux te rendre heureux; approche, écoute:
Daigne de ma misère avoir compassion.
J'avais aimé, j'étais belle, et bientôt sur ma route
Un abîme s'ouvrit... la prostitution!
— O femme dont la honte a flétri le visage,
Femme qui pour tous biens as reçu la beauté,
Ne parle pas de liberté:
La pauvreté c'est l'esclavage.

Le pauvre, en ses haillons, sait bien qu'il n'est pas libre,
Lorsqu'il passe courbé près des riches hautains.
Seul le travail viendra rétablir l'équilibre
Entre les deux plateaux de nos divers destins,
Mais tant que l'aveugle et le riche, en un duel sauvage,
Déchireront tes flancs, vieille société,
Ne parle pas de liberté:
La pauvreté c'est l'esclavage.

PIERRE LACHAMPEAUME.

L'état des finances est désespéré; le gouvernement se voit lui-même forcé d'en convenir. Il ne songe plus aujourd'hui qu'à sauver les formes d'une banqueroute inévitable.

Ce résultat ne nous étonne pas. Les hommes du gouvernement provisoire se sont abattus sur le budget comme une bande de vautours affamés. Ils ont engraisé leurs amis et les amis de leurs amis. Ils ont envoyé dans les provinces des commissaires à 40 et 80 fr. par jour. Ils ont payé des dettes personnelles. Ils ont entretenu des actrices.

La faute en est à vous, citoyens, qui n'avez pas voulu faire un gouvernement à bon marché. Au lieu d'appeler aux affaires des républicains désintéressés et purs, vous avez au contraire porté votre engagement sur des hommes connus par des besoins, des convoitises et des appétits énormes. Il vous fallait un Lamartine, qui a déjà dévoré quatre ou cinq fortunes; un Ledru-Rollin, perdu de dettes; un Marrast, qui ruinaient sous lui le *National* aux abois, qui ruinaient la France.

La Révolution était une honnête fille, qu'ils ont séduite et flétrie par leurs caresses.

Le géant: FEUILLETRE.

Paris. — Imp. de Lacomme, rue Saint-Isidore-St-Michel, 33.

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :
Au bureau de la rédaction, rue Monsieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS
ET PAR LES MEMBRES FONDATEURS DU CLUB DU PEUPLE.

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.
Trois mois 1 fr. 25.
Paraissant le Dimanche et le Mercredi.

On trouve des nos de L'ACCUSATEUR PUBLIC ;
chez BRY aîné, 21, rue des Mathurins Saint-Jacques, chez FOMBERTAUX, rue de l'Arbre-Sec 26, et au bureau de rédaction rue M. le Prince, 28.

Paris, 24 Juin.

Les deux Républiques.

La France a deux principes qui s'entrechoquent dans ses entrailles comme Romulus et Remus dans le sein de leur mère.

Quoi ! la République compte à peine quelques mois d'existence, et déjà vous retournez contre le peuple les mêmes armes dont se servait la monarchie pour comprimer l'expression libre de la volonté nationale. Le vieux langage politique renait de toutes pièces. On parle aujourd'hui des factions, des passions aveugles, des ennemis de l'ordre, comme au temps de Louis-Philippe. L'ancienne machine gouvernementale est encore tout entière debout, moins quelques hommes insignifiants ou trop compromis ; il y a mieux, cette machine re fonctionne sous la main des anciens ouvriers de la monarchie et contre les enfants de la Révolution.

La réaction s'est avancée lentement et sourdement à son but. Étudions sa marche. Il lui fallait des complots pour lui donner un motif de sévir contre les républicains, elle en invente.

On se servit d'abord du communisme comme d'un fantôme ; mais derrière ce fantôme agité, c'est l'idée sociale que l'on voulait atteindre. Il ne s'agissait pas encore de tuer la République, il fallait d'abord étouffer la Révolution. On y a réussi, du moins jusqu'à nouvel ordre. L'effet calculé de cette entreprise bourgeoise a été immense. On s'est servi d'une terreur factice pour influencer le résultat des élections. Les provinces et Paris ont voté sous l'impression de la crainte. Oui, la peur, cette vieille conseillère de toutes les hontes et de toutes les résistances sous le dernier règne, est encore là qui montre aux bourgeois l'urne du scrutin. L'égoïsme achève l'ouvrage de la peur. La propriété, follement tremblante, se roidit contre le progrès, comme si le progrès pouvait être jamais une spoliation des intérêts et des droits !

On avait semé des alarmes, on recueille du sang. Le défi jeté par la garde nationale de Paris à la population ouvrière retentit dans les villes de province. Réacteurs, vous n'aviez pu obtenir la guerre civile dans Paris ; soyez consolés, soyez satisfaits, elle éclate à Rouen.

La malheureuse journée du 15 mai donne ensuite à la bourgeoisie l'occasion qu'elle guettait depuis longtemps, non plus pour intriguer de patrouille en patrouille, mais pour anéantir le principe démocratique dans sa racine.

Il ne faut point déguiser les faits : deux classes sont en présence ; l'une veut absorber l'autre.

Il n'y a pas de victoire sans défaite. Quoique la garde nationale ait protégé de son indifférence l'attaque du peuple à la royauté, la classe moyenne a été dépassée par les événements. Elle voulait effrayer le trône ; elle ne voulait pas le renverser. La chute de la monarchie la fit un instant pâlir. Elle s'était tellement greffée sur la dynastie constitutionnelle, que l'une tombant, la bourgeoisie se trouvait ébranlée. Ce qui la sauva, ce qui la couvrit contre le danger, ce fut la magnanimité des classes ouvrières.

Le peuple ne veut point absorber la classe moyenne ; c'est la classe moyenne qui veut absorber le peuple.

Plus de classes, s'écriait-on le lendemain du 24 février. De la part des uns, ce cri était sincère ; de la part des autres, c'était un piège affreux. Les détenteurs du privilège, qui demandaient alors la fusion, travaillaient sourdement à la détruire. Tout leur but était de gagner du temps. Ils savaient que du jour où leurs

intérêts viendraient à se rasseoir sur la confiance publique, ces intérêts sauvés du naufrage leur ramèneraient la puissance matérielle. Voilà toute l'histoire de la bourgeoisie depuis deux mois.

Le peuple, au contraire, a été bon, insouciant, généreux, comme il est toujours. Pourvu que son fusil veillât au chevet de son lit, il crut tous ses droits sauvegardés. C'était le sommeil du lion ; on essaya de lui rogner les ongles et de lui limer les dents. La bourgeoisie, qui était menacée, menacé à son tour. Elle vient de prélever sous nos yeux à un système de guerre civile. Se croyant frappée dans son existence de caste par les conséquences de la Révolution de février, elle veut prévenir ce résultat en frappant les premiers coups. Libre à elle. Nous devons seulement lui dire par charité qu'elle s'égare dans son égoïsme.

L'alliance que lui proposait la classe laborieuse était sincère. Le travail tendait la main au capital ; c'est le capital qui a repoussé les avances du travail. Cette situation est dangereuse pour tous ; mais elle est mortelle pour la bourgeoisie. La classe moyenne a reculé à demi-siècle le sol de la Révolution ; qu'elle reste sur ce terrain, et elle s'ensevelira d'elle-même dans un passé détruit. La violence en arrière est stérile et impuissante ; il n'y a de force réelle que dans le progrès.

Si la bourgeoisie nourrit des projets de vengeance contre le peuple, nous sommes parfaitement rassurés sur le résultat de la lutte. La classe ouvrière attend ; elle ne criera point sur la place publique, elle n'agitera point de drapeau, elle ne fera pas un signe. Son droit lui suffit. Attaquée, elle se défendra comme un seul homme.

Le rôle de pacificateur est celui du journaliste démocrate, car aujourd'hui la presse est un sacerdoce. Mais s'il réserve sa colère, il n'abjure point le droit de dire toute sa pensée. Dans ce grand duel qui s'agit entre les citoyens, duel que nous aurions voulu et que nous voulons encore prévenir, nous avons depuis longtemps marqué la place de nos préférences. En résumé, nous sommes plutôt pour ce qui sera que pour ce qui est.

Ce qui est encore à cette heure, c'est la bourgeoisie ; ce qui sera, c'est le peuple.

Ce qui est, c'est la division ; ce qui sera, c'est l'unité.

Gardons-nous seulement de compromettre ce résultat par une précipitation malheureuse. À Rouen, à Paris, la contre-révolution a jeté son masque ; elle agace par ses déris et ses bravades la colère du peuple, ce lion généreux qui, après la victoire, se retire superbe et insouciant dans son antre. Dénoncer aux ouvriers leurs agresseurs, découvrir les pièges qu'on tend à leur bonne foi héroïque, c'est le devoir des écrivains démocrates, et nous n'y manquerons jamais. La classe bourgeoise cherche le combat, et elle ne le trouvera point. Nous exhortons les classes laborieuses à protester par leur silence contre les fureurs de la modération habillée en garde nationale.

La classe bourgeoise, au lieu de se fondre le lendemain de la victoire dans la classe ouvrière, cherche de nouveau l'isolement et la division ; elle périra par cet orgueil de caste, car aujourd'hui la solitude c'est la mort. Les armes qu'elle a dans les mains sont des armes de suicide. Malheur à elle si elle avait un instant l'idée de s'en servir.

De grâce, messieurs les bourgeois, soyez donc égoïstes avec intelligence. Comprenez que le moyen de ne point jeter dans la capitale des collisions sanglantes et prolongées qui retentiraient par toute la France, c'est de résigner volontairement vos privilèges. Si j'étais modéré, je me ferais dès aujourd'hui révolutionnaire pour sauver de mes fétiches ce qui peut encore être sauvé. Toute autre voie est non-seulement criminelle, mais insensée. Ce que vous cédez au mouvement, vous le retrouverez dans la société, c'est-à-dire dans le royaume de tous, et de plus vous le retrouverez accablé de tous les intérêts du sacrifice.

Notre dernière Révolution a été surtout une révolution de sentiment. Ne lui enlevons pas ce caractère d'amour et de fraternité qui la fait si grande. Introduire la division par des tentatives rétrogrades, semer l'ivraie dans les cœurs qui ne demandent qu'à se rallier au nom de la république une et indivisible, ce serait le crime du délire ; les réacteurs qui agiraient ainsi se décapiteraient eux-mêmes en décapitant l'avenir.

No vous fiez pas aux apparences de votre force. Vous êtes armés, d'autres le sont. Qui se croyait plus appuyé sur les baïonnettes et les canons que le gouvernement de Louis-Philippe. Il avait une ceinture de forteresses, un palais gardé comme une place de guerre, une armée de soldats avoués et secrets ; il disposait d'un matériel immense ; la fortune publique était dans sa main ; il jetait au moindre signe les hommes et les chevaux sur le pavé de nos rues ; pendant dix-huit ans il n'avait eu qu'une idée fixe, celle de se défendre contre l'insurrection ; tout ce que peut le génie de l'égoïsme, de la conservation et de la ruse, il le pouvait. Hé bien ! le peuple n'a fait que passer, et en dix heures tout cela n'était plus.

Encore les Modérés et les Exaltés.

La Révolution de février a produit, entre autres choses étranges, un changement dans le vocabulaire de la langue, elle a fait connaître une acception nouvelle à deux mots dont le sens paraissait absolu et la définition invariable, nous parlons de la *modération* et de l'*exaltation*.

Un *modéré*, dans le sens attribué à ce mot, est un homme de paix et de conciliation qui ne prend des opinions extrêmes que la partie sage et raisonnable, qui aime l'ordre et le calme, ne maudit ni n'anathématise, et intervient entre tous comme un médiateur bienveillant.

L'*exalté*, au contraire, est un brouillon qui ne prend dans les théories que le côté extrême, ne vit que dans le trouble et le désordre, confond les notions les plus simples de la raison dans l'intérêt de la passion qui le domine et pousse jusqu'aux conséquences les plus absurdes les idées les plus sages et les principes les plus rationnels. Dans la pratique, il procède par violence et ne voit que dans la force brutale le moyen de trancher le nœud de toutes les difficultés.

Aujourd'hui ces deux mots ont perdu cette acception ; l'*exalté* est devenu, sous le nom de démocrate, l'homme de paix et de conciliation ; il poursuit avec une persévérance énergique, mais froide et digne, la réalisation d'une pensée qui doit faire cesser la guerre impie causée par les tendances individuelles. S'il est enthousiaste, c'est du bien ; il reconnaît à tous des droits et des devoirs égaux ; la plaie de la misère a fait saigner son cœur généreux et l'a porté à se dévouer pour le salut d'une noble et digne cause que tous les hommes bien pensants devraient tenir à honneur de défendre.

En février, les *exaltés* eurent en leur pouvoir la fortune et la vie des hommes qui avaient, pendant dix-huit années, vécu de la plus hideuse exploitation et mis l'État à deux doigts de la banqueroute, ils pouvaient réagir contre eux et leur faire expier leurs crimes par la mort ou l'exil, mais ils n'en firent rien. La pensée qui leur avait fait affronter la mort au pied des barricades était trop grande pour qu'ils voulussent souiller leur victoire, et ils crurent que ceux qu'ils épargnaient leur sauraient gré de leur clémence.

Une seule idée vint à leur esprit afin d'offrir à tous l'oubli du passé pour entrer dans la voie pacifique de la conciliation.

Deux mois plus tard ce furent les *exaltés* qui s'emparèrent de Limoges, et, maîtres de la ville, ils ne se portèrent envers aucun citoyen à la plus légère offense. Les riches, amis ou ennemis du peuple, jouirent de la même part de protection, et jamais le calme et l'ordre ne régnèrent avec plus de puissance qu'à l'é-

poque où ils étaient libres d'exercer les plus sanglantes représailles.

Les *modérés*, au contraire, à Rouen, rougirent les pavés du sang d'hommes sans défense, et jetèrent dans les cachots les *exaltés* qui prêchaient l'émancipation des travailleurs. A Paris, en avril et en mai, des cris de mort retentirent, les actes de la plus barbare licence vinrent épouvanter les esprits, il ne fut, pendant plusieurs jours, question que de coup de baïonnette, de fusillades, de mesures coercitives exercées contre ces mêmes hommes, et jamais la soif du sang ni l'ardeur du combat ne fut portée à un plus haut degré d'exaltation que chez les *modérés*, hommes d'ordre et de paix. Leur haine couve encore, et s'ils pouvaient en finir d'un seul coup avec cette *canaille* qui garda si religieusement la ville et la préserva du pillage, ils n'hésiteraient pas à le faire.

C'est tout au moins un spectacle étrange que celui offert par les deux partis, et nous ne pouvons interdire autrement ce changement dans les rôles.

C'est que les *exaltés* sont les hommes de dévouement, les apôtres de l'avenir qui ont foi dans la sainteté de leur cause et croient à l'infailibilité du triomphe, tandis que les *modérés*, hommes d'égoïsme et d'exploitation, voient leur proie sur le point de leur échapper et croient, par la violence, ressaisir un pouvoir qui leur est enlevé.

Certes, le rôle du *persécuté* est mille fois préférable à celui du *persécuteur*, et si la République venait à tomber sous leurs coups, ils seraient bientôt embarrassés de leur victoire.

Ce sera dans les bras de ces mêmes *exaltés* qu'ils chercheront un refuge quand la terreur et le découragement s'empareront de leur esprit : s'il s'agit de défendre le territoire menacé, ce seront ces *exaltés* qui voleront au secours de la patrie; s'ils font un grand acte de courage et de dévouement, ce seront encore ces *exaltés* qui en donneront l'exemple. Car en eux est la foi, en eux est l'énergie, et quand le jour qui doit éclairer leur victoire aura paru, ils seront encore les premiers à pardonner.

G. G.

Scandales administratifs.

Les services publics sont désorganisés. L'anarchie est partout. On n'a jamais vu pareille décomposition sociale. Tous les établissements nationaux sont aujourd'hui le théâtre des plus graves désordres. Il y a lutte entre les éléments de la Révolution et les éléments de la monarchie. Partout ce sont les fonctionnaires de Louis-Philippe qui l'emportent, c'est-à-dire, le pillage, l'ineptie, la confusion, la paresse, l'insolence envers les petits et la souplesse vile à l'égard des puissants du jour. La maison ci-devant royale de Charenton est en proie à cette guerre intestine. Tout ce qui dans l'établissement avait une valeur scientifique ou administrative, tout ce qui tenait par un lien quelconque aux idées démocratiques, a été destitué depuis la Révolution du 24 février. L'esprit de corporation religieuse, la routine, la résistance au progrès sous toutes les formes, voilà ce qui demeure, voilà ce qui triomphe. Ce résultat est, en partie, l'ouvrage d'un homme que l'autorité a envoyé sur les lieux à titre de commissaire, le baron Watteville. Tout est médiocre chez cet homme, excepté le traitement qu'il perçoit par année et la haine qu'il porte au fond du cœur aux principes austères de notre religion politique. Sans dignité, même extérieure, il a rampé sous le régime de Louis-Philippe; il rampe maintenant sous la République anti-démocratique et anti-sociale; il ramperait demain sous Henri V ou sous les kosaks. Ce pauvre établissement de Charenton paye, en attendant, les frais de la guerre. On lui a imposé durant quelques jours, les charges d'une garnison militaire pour défendre les abus de l'administration ancienne contre les habitants de Charenton, qui, mus par un sentiment de justice, peut-être inconsidéré, voulaient jeter à la porte le directeur et les religieuses.

De chute en chute.

Le sacrifice des membres actuels de la commission exécutive est arrêté par l'Assemblée nationale. Des démarches ont été faites près des ouvriers à l'effet de sonder leurs dispositions. On voulait les engager à une manifestation pour le maintien de Lamartine et de Ledru-Rollin à la tête du gouvernement de la République. Les ouvriers ont répondu nettement qu'ils ne soutiendraient ni l'un ni l'autre de ces deux hommes. Si Lamartine et Ledru-Rollin n'ont pas fait tout le mal dont souffre aujourd'hui la démocratie, ce mal ils ne l'ont du moins pas empêché. Cela suffit pour qu'on les abandonne à leur chute. Ineptes, lâches ou traîtres, peu importe : ils ont perdu la plus belle

cause qui ait jamais été remise entre les mains des serviteurs de la Providence. Ils ont forfait à la circonstance, forfait à l'humanité. L'un d'eux, M. de Lamartine se vantait l'autre jour à la tribune d'avoir joué au plus fin avec la démocratie, comme le paratonnerre joue avec la foudre. Le peuple n'estime nullement ces ruses dont le fil aboutit aux fossés de Vincennes. Il préfère encore l'imprudence orageuse à la captation perfide et habile. Au reste, M. de Lamartine n'a rien soustrait, quoiqu'il en dise, aux forces du parti démocratique. Les avances qu'il a pu faire aux Républicains de la veille ont été mal reçues; le secours qu'il demande maintenant lui sera refusé.

On nous menace, il est vrai, d'hommes encore plus décidément vendus à la réaction que de Lamartine et Ledru-Rollin; on nous menace de la combinaison Thiers et Armand Marrast; eh bien! soit; nous aimons mieux avoir affaire à des ennemis latents et douteux. Qu'on nous attaque en face, nous répondrons de même. Il faut que la commission exécutive tombe; ce sera une expiation morale de ses faiblesses, de ses oscillations perpétuelles, de ses roueries innocentes et malhonnêtes. La réaction en est arrivée à d'ostacisme en ostacisme, jusqu'à dévorer, comme Saturne, ses propres enfants.

Le peuple a d'autres amis que Lamartine et Ledru-Rollin : ces amis-là ont pris dernièrement le chemin de Vincennes, et le peuple morne, frémissant, s'est contenu dans sa douleur. De quelle gaieté de cœur irait-il maintenant faire une manifestation en faveur de deux membres du pouvoir exécutif? Ces hommes-là ne lui font rien; ils n'ont jamais souffert pour lui; leur passage aux affaires n'a marqué hélas! que par l'insignifiance des mesures révolutionnaires, par l'emprisonnement des républicains, par la loi contre les attroupements, par le massacre du peuple rouennais, par des projets sinistres contre la presse, en un mot, par une conspiration ouverte contre la victoire du peuple.

Les bruits les plus étranges courent sur les motifs de cette alliance entre Lamartine et Ledru-Rollin. Si nous en croyons de mauvaises langues qui se prétendent bien informées, ce pacte diabolique aurait pour lien secret et mystérieux, une pièce écrite, trouvée par Ledru-Rollin au ministère de l'Intérieur... Nous ne nous expliquerons pas davantage.

La littérature royaliste.

La mauvaise foi nous prête des projets qui sont loin de notre pensée. La calomnie fait tous ses efforts pour soulever contre nous des hommes généreux et ignorants. On nous représente comme des fauteurs de désordre. Des écrivains renommés n'ont point rougi de propager les bruits les plus sinistres. Nos doctrines, à entendre les amis de la royauté déchue, conduisent à l'anarchie. Ils nous supposent même le projet de relever les échafauds politiques et de légiférer le vol.

Le mépris seul doit répondre à des imputations aussi horribles. Nous sommes honteux pour la gloire des lettres, qu'il se soit trouvé deux hommes de talent qui n'aient point répugné d'en appeler à la peur pour s'en servir de piedestal.

La mauvaise foi a reçu en partie la récompense qu'elle était digne d'obtenir. L'urne électorale a fait justice à l'un des calomnieux, et nous espérons qu'elle restera désormais fermée au marquis de la Paillerie.

Jamais des doctrines de désordre ne seront proclamées par nous. Jamais aucun cri de vengeance ne retentira. Nous voulons relire les hommes; nous voulons abaisser les barrières qui ont séparé les classes. Nous préparons l'avènement d'une loi d'amour. Nous désirons la solidarité entre les hommes.

Dans la société actuelle, il y a encore des déshérités, des prolétaires. Eh bien! nous élevons la voix en faveur des pauvres. Nous ne sommes point du parti des égoïstes qui perpétuent la guerre dans la société. Nous voulons l'ordre sans l'exploitation. Quand nos doctrines régneront, la fraternité ne sera plus un vain mot. Les hommes entre les mains desquels on aura déposé l'autorité gouvernementale, ne seront point dans la triste nécessité de s'appuyer à Paris sur cent mille baïonnettes. Le bonheur général sera la barrière la plus puissante pour nous garantir contre les complots.

La France compte, parmi trente-cinq millions d'âmes, un million environ de citoyens intéressés à conserver le vieil édifice social tout vermoulu. Les vœux de quelques privilégiés ne prévaudront point contre la puissance des masses. Il n'est au pouvoir de personne d'arrêter la révolution, et de lui dire comme Dieu dit à la mer : « Tu n'iras pas plus loin, tes flots s'arrêteront au rivage que je t'ai assigné. » Il y a dans la révolution une puissance qu'on peut diriger, mais

non vaincre. La révolution est un acte providentiel; elle ne s'arrêtera que quand elle sera terminée, et qu'on aura déposé dans nos institutions les principes qui sont dans nos esprits, nos mœurs.

Il y a une telle puissance dans les principes révolutionnaires, que leurs ennemis eux-mêmes en réclameront l'application avant peu, pour les sauver de l'abîme qui est prêt à les engloutir.

Voyez les résultats des vieilles panacées. Partout la misère, partout la banqueroute, partout le désespoir. La situation actuelle est tellement grave, que tous les économistes financiers des vieilles écoles ne savent que prévoir des catastrophes sans remèdes, sans palliatifs.

Que vous proposent-ils?... Des impôts énormes sur des citoyens qui déjà ne peuvent vivre. Quand ils voient le refus de l'impôt, dans leur aveuglement ils vous proposent de rétablir la monarchie, qui dans son impuissance, sa corruption, nous a légué les maux actuels.

Eh bien! quand tous les ennemis du progrès auront encore fait un essai de leurs désastreuses doctrines, quand leur vieil empirisme sera venu mourir de honte et de consommation devant les réalités qui nous étouffent, — alors le socialisme sera appelé à sauver la société française. Une ère nouvelle commencera. A dater seulement de cette époque, l'humanité n'errera plus à l'aventure, sans boussole et sans direction.

Nous n'aurons point besoin de recourir à la violence. Nous n'oublierons point que de la violence il ne peut sortir quelque bien. Le triomphe du socialisme approche irrésistiblement. Le moyen de retarder son avènement, ce serait de pousser à des excès qui déshonoreraient la cause du progrès.

Nous n'imiterons point les Bourbons aînés et cadets qui ont donné un libre cours à la vengeance, car nous sommes persuadés que le sang innocent qu'ils ont répandu si abondamment a appelé sur leur tête la justice de Dieu et le mépris des hommes. Qu'on se souvienne du Thophénié et du Trastillon qui ont épouvané Nîmes; de Marseille qui a épargné les soldats de la vieille garde, du maréchal Brune, lâchement assassiné à Avignon, du département du Rhône où l'on promenait le fatal instrument du supplice. Le sang du frère Faucher, Mouton-Duvernet, Chartrau, Bories, les sergents de la Rochelle a crié longtemps vengeance. Les scènes atroces de Grenoble, de Toulouse, de Paris sont encore dans toutes les mémoires. Nous nous garderons donc bien d'imiter nos accusateurs, persuadés que nous sommes que la violence a hâté leur chute.

Nous repoussons donc avec indignation les accusations qu'on dirige contre les hommes qui professent nos doctrines lesquelles, conviennent à l'union et non à l'échafaud. Nous n'ignorons point que tous les pouvoirs se sont suicidés en se rendant coupables de violation grave des lois morales. Nous ne serons jamais oublieux des droits sacrés de l'humanité, convaincus que nous sommes que la noble terre de France repoussera toujours tout ce qui est injuste et pervers.

La République rouge s'appuyera sur la justice; la mansuétude, — elle ne prosérira personne.

Il nous est pénible de réveiller le souvenir de faits que l'histoire a flétris. Mais calmes, généreux depuis le 24 février, nous avons ressenti une vive douleur en nous voyant accusés par ceux qui ont tué, sans motif et pour délits politiques pendant que nous avons renversé l'échafaud que nos ennemis ont dressé tant de fois dans l'intérêt de leur cause.

Arrivez donc monarchistes prétendants et tous vos suppôts. Nous savons ce que coûte d'ignominie et d'argent les restaurations. Vos calomnies ne prévaudront point contre l'histoire qui se dresse contre vous pour vous accuser et vous flétrir. THOMASSIN D. M.

Le Club du Peuple.

Le Club du Peuple a tenu sa première séance samedi soir, au milieu d'une affluence considérable de citoyens.

Voici la composition du bureau : Président, Alphonse Esquiro; vice-présidents, Doffotte et Pierre Lachambaudie; secrétaires, Feuillâtre, Béraud, Leroué, Fombertaux fils; membres du bureau, Toupic, Marche, Guitera, Morel, Desjober, Javelot, Pétreman, Lefèvre, Thomassin.

Les membres du bureau sont en même temps collaborateurs de l'Accusateur public, qui sera le journal de tous les sociétaires du club.

Le temps et les éléments nous manquent pour analyser cette séance qui a eu de l'éclat.

Le Club du Peuple se rassemble trois fois la semaine, les mardi, jeudi et samedi, à 8 heures du soir, salle des Spectacles-Concerts.

Le gérant : FEUILLATRE.

Paris. — Imp. de LACOUR, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, 33.